

Le statut du délégataire casablancais vire au flou artistique après le rachat de Suez par Veolia

Lydec en eaux troubles

P7



Antoine Frérot, président de Veolia.

L'agence de régulation du cannabis légalisé est née

Le Maroc, une terre en herbe



Abdelouafi Laftit, ministre de l'intérieur.

P8/9

Lourde défaite du Onze national contre les USA

Vahid coach les mauvaises cases...

P9



Vahid Halilhodzic.

L'entretien - à peine-fictif de la semaine

Vladimir Poutine



Parlez-moi des champs de ruines et non de blé !

P11

Casanearshore, le ras-le-bol des riverains



P5

Confus **DE CANARD**

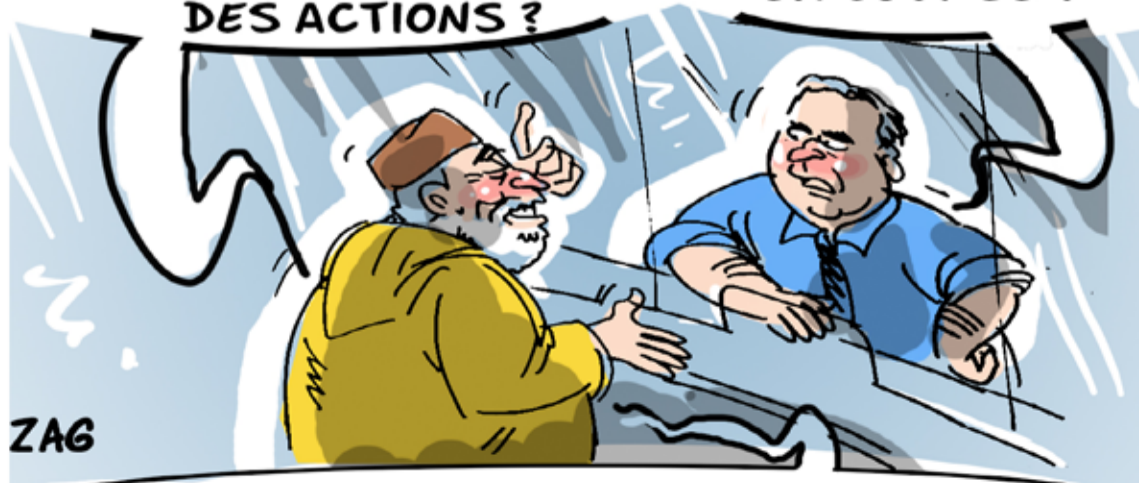
Il est urgent de sortir du piège ukrainien...

P2

ARGENT ÉLECTORAL : L'INTÉRIEUR ACCORDE DES FACILITÉS DE REMBOURSEMENT AU PJD

EST-CE QUE JE PEUX REMBOURSER UNE PARTIE DU TROP-PERÇU AVEC DES ACTIONS ?

VOUS POSSÉDEZ DES ACTIONS EN BOURSE ?



ZAG

NON, JE PARLE DES SUPPLICATIONS À ALLAH POUR QU'IL VOUS ACCORDE SANTÉ ET LONGUE VIE...



Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.

Alcool

Ouahbi sur un terrain glissant

P4



Liberté religieuse

Washington encense le Maroc

P3

Dakhla accueillera le Forum d'affaires Maroc-Espagne

P4



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

Il est urgent de sortir du piège ukrainien...

On est loin, très loin de « l'opération spéciale » annoncée par Poutine au moment de l'invasion de l'Ukraine par son armée le 24 février dernier. Ce qui devrait être une affaire de quelques jours, une semaine tout au plus, a tourné à l'enlisement face à la résistance héroïque des Ukrainiens qui n'ont pas accueilli l'envahisseur, comme l'espérait certainement le maître du Kremlin, avec des bouquets de fleurs et des youyous. Après plus de 100 jours de guerre avec des milliers de morts et diverses horreurs, le constat qui s'impose à tous est encore plus terrifiant. La sale guerre de Poutine a largement débordé le cadre du théâtre strict des opérations où elle continue de faire des dégâts colossaux (morts par milliers, exilés par millions, pertes économiques et destructions massives) pour se propager indirectement dans le reste du monde en mettant le feu au panier de la ménagère.

Flambée sans précédent des prix des carburants à la pompe, envolée spectaculaire de ceux des céréales et des huiles de table et renchérissement des principales denrées alimentaires et autres produits de consommation courante sur fond d'une inflation galopante et un risque de famine dans nombre de pays africains largement dépendants du blé et des engrais russes et ukrainiens...

En somme, la facture est injustement trop salée pour les populations y compris des pays développés qui paient depuis des mois beaucoup plus cher que d'habitude leur pitance quotidienne et leur plein d'essence alors que les salaires stagnent comme l'eau des marécages. Le pouvoir d'achat est pilonné indirectement par les missiles poutiniens sans que les pouvoirs publics ne trouvent la parade pour enrayer le cercle infernal des prix qui montent, tout comme l'incertitude et l'absence de visibilité qui inquiètent les sphères politiques et les milieux industriels. Jusqu'où peut encore aller cette flambée générale des prix qui touche aussi les matières premières et surtout comment l'arrêter ? Une véritable gageure.

Victimes collatérales d'un conflit qui aurait pu être évité si les Occidentaux avaient accepté de discuter de l'offre de négociation de Poutine sur les gages de sécurité de la Russie, les citoyens du monde entier paient en fait l'hypocrisie sur fond d'inconséquence politique des belligérants qui ont transformé en terrain de guerre par procuration le pays de Zelensky. Celui-ci fait de plus en plus figure de dindon de la farce puisqu'il n'a obtenu satisfaction sur aucune de ses demandes insistantes : l'adhésion de l'Ukraine, ni à l'Otan ni à l'Union européenne. In fine, Zelensky a tout perdu (l'arrimage de son pays au monde occidental, la paix pour ses concitoyens et une partie de son territoire) et gagné en revanche un Poutine plus vengeur et dévastateur que jamais, prêt à toutes les fuites en avant.

La préservation du pouvoir d'achat des personnes les plus fragiles aux quatre coins de la planète est le dernier souci des fauteurs de guerre, engagés à fond qu'ils sont dans un bras de fer géostratégique aux conséquences imprévisibles pour la planète entière

sur les plans à la fois militaire, alimentaire et économique. Pour l'instant, les sanctions infligées à la Russie - nous en sommes au sixième paquet depuis le début des hostilités - sur lesquelles misait l'Occident pour faire fléchir le maître du Kremlin en fragilisant son régime n'ont pas porté leurs fruits. Bien au contraire. Ces sanctions sont en train de se retourner contre leurs auteurs pendant que la Russie, parvenue à coups de missiles et de chars à prendre 20% du territoire ukrainien, donne l'impression de surfer sur les punitions américano-européennes. Le nouveau tsar se permet même de mener le jeu sur deux dossiers stratégiques, les hydrocarbures et la sécurité alimentaire mondiale, où l'ex-patron du KGB a la haute main, au grand dam de ses ennemis déclarés. Cela se voit qu'il ne s'est pas lancé dans l'invasion de l'Ukraine sur un coup de tête et qu'il a minutieusement mitonné son coup. L'Occident a beau dénoncer aujourd'hui le chantage de Poutine qu'il désigne depuis le début comme la nouvelle incarnation du mal, il n'arrive pas pour autant à convaincre sur le bien-fondé de sa stratégie ; encore moins sur ses bonnes intentions, qu'il exprime sur tous les tons de Bruxelles à Washington en passant par Paris et Berlin.

La vérité c'est que les puissances ont fourvoyé la planète dans un conflit à la fois inutile et hautement dangereux dès lors que l'agresseur possède l'arme de dissuasion massive qui le rend fort et inattaquable. Résultat : Incapable d'intervenir directement dans la guerre au risque de passer pour un cobelligérant aux yeux de Moscou, l'Occident assiste, en spectateur impuissant, à la destruction d'un pays qu'il n'a pas pu protéger de la vindicte ravageuse russe et qu'il ne peut autrement aider qu'en lui livrant de l'armement pour se défendre. Ce qui ne fait au fond qu'entretenir les hostilités, aggraver les dégâts déjà colossaux et éloigner l'espoir d'un retour sérieux à la table des négociations.

Nous sommes par conséquent dans un jeu de dupes très hasardeux avec ses objectifs avoués et inavoués, ses grands moyens de pression et ses petits calculs. Poutine utilise, ce qui est de bonne guerre, l'arme alimentaire pour faire desserrer l'étau des sanctions et de l'embargo qui frappent son pays tandis que l'Occident érige l'Ukraine en instrument pour affaiblir durablement la Russie. Trop de haine et de ressentiment qui fait rétrécir la marge de manœuvre diplomatique.

Le fossé entre les deux camps se creuse de jour en jour, à mesure que le conflit s'installe dans la durée. Et l'on voit mal comment dans ces conditions pouvoir arrêter la guerre, seule solution pour désamorcer cette tension mondiale sans précédent qui à cause du bellicisme anglo-saxon menace à tout moment d'embraser toute l'Europe et même au-delà. Il est urgent de sortir du piège ukrainien... ►

La vérité c'est que les puissances ont fourvoyé la planète dans un conflit à la fois inutile et hautement dangereux dès lors que l'agresseur possède l'arme de dissuasion massive qui le rend fort et inattaquable.



Côté BASSE-COUR



Liberté religieuse

Washington encense le Maroc

Le Maroc fait partie des pays qui ont connu des « progrès notables » dans le domaine des libertés religieuses, a indiqué jeudi 2 juin Antony Blinken. Le Secrétaire d'État américain qui s'exprimait à l'occasion de la publication du rapport 2021 sur les Liberté religieuses internationales du département d'État a affirmé que « le rapport de cette année comprend plusieurs pays où nous constatons des progrès notables, grâce au travail des gouvernements, des organisations de la société civile et des citoyens ».

« Par exemple, l'année dernière, le Royaume du Maroc a lancé une initiative visant à rénover les sites du patrimoine juif, comme les synagogues et les cimetières, et à

inclure l'histoire juive dans les programmes scolaires publics marocains », a relevé le chef de la diplomatie américaine.

Le rapport salue en effet leadership du Roi Mohammed VI qui a « continué à soutenir la restauration des synagogues et des cimetières juifs dans tout le pays, des efforts déclarés nécessaires pour préserver le patrimoine religieux et culturel du pays et servir de symbole de tolérance ».

Le document rappelle que, le souverain a présenté le 14 décembre 2021 une initiative visant à rénover les sites du patrimoine juif, notamment des centaines de synagogues, de cimetières et d'autres sites dans plusieurs villes du Royaume.

L'ONU et l'OCP roulent pour l'hydrogène vert

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONU) et le groupe OCP s'associent. Objectif : produire de l'hydrogène et de l'ammoniac verts tout en se concentrant sur le renforcement des capacités au Maroc et dans d'autres pays africains en matière de ces énergies propres d'avenir. C'est à ce titre que le directeur général de l'ONU Gerd Müller et le PDG du groupe OCP Mostafa Terrab ont discuté de l'approche de développement industriel durable d'OCP. Les deux dirigeants ont appelé à élargir les partenariats dans les domaines de l'agriculture durable, de l'agro-industrie, de la formation, de la recherche et du développement ainsi que du transfert de technologie.



L'énergie du futur où le Maroc est bien positionné.

CIH BANK

Avec CIH PAY

**ton téléphone
devient ta carte
bancaire**



Crédit Immobilier et Hôtelier, Société anonyme au Capital Social de 2.932.000.000 DA - Agencement N° 2348/04 du 11/08/00
Tel: 1415221 - 001 7094 - Siège Social: 187, Avenue Hassan II - 20019 - Casablanca, Maroc, P.C. - Casablanca N° 208 -
C.N.S.S. N° 1027805 - S.I. Fiscal N° 011804103 - Fournisseur N° 04200966 - Tél. Siège: 14242 532 479 000 / 14242 532 479
111 Fax: 14242 532 479 161 - Centre de relations clients: 47 47





Côté **BASSE-COUR**



Dakhla accueillera le Forum d'affaires Maroc-Espagne



Lamine Benomar, wali de Dakhla Oued Eddahab.

Voir une délégation d'opérateurs économiques espagnols débarquer au Sahara marocain relevait de l'inimaginable il y a encore quelques mois. Mais c'était avant que le Maroc et l'Espagne ne décidassent de relancer leurs relations, qui avaient souffert ces derniers temps du fameux scandale Ghali- sur de nouvelles bases, dans le cadre d'une feuille de route claire et ambitieuse. Depuis que Madrid a reconnu la pertinence de la solution d'autonomie pour le Sahara, proposée par le Maroc, ces tensions ont été jetées dans la poubelle de l'histoire où se décomposent déjà depuis longtemps les polissariens et leurs thèses farfelues soutenues, telle la corde le pendu, par le sponsor algérien.

C'est dans ce contexte que Dakhla abrite les 21 et 22 juin prochains, un Forum d'affaires Maroc-Espagne, initié par le conseil de la région de Dakhla Oued Eddahab, en partenariat avec le ministère de l'Industrie et du Commerce. Ce rendez-vous à forte charge symbolique vise à explorer les opportunités d'affaires offertes par la région par les deux parties, notamment le tourisme, la pêche et les énergies renouvelables. Il s'agit de promouvoir la belle Dakhla comme destination privilégiée des investissements étrangers, indique un communiqué du Conseil régional. Pendant ce temps, rien n'interdit au régime algérien, que ce genre d'initiative rend malade, de continuer à investir dans ses projets chimériques.

Alcool Ouahbi sur un terrain glissant



Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice a de bonnes idées, déjà partagées par le passé et qu'il a reprises courageusement à son compte lors d'un séminaire organisé le 31 mai par la Fondation Lafquih Titouani, à Salé. Dans le lot figure le bracelet électronique dont Abdellatif Ouahbi a défendu le recours comme solution idoine à la surpopulation carcérale mais aussi l'adoption des travaux d'intérêt général pour les détenus mineurs. Sans préciser lesquels ? La construction des routes et des autoroutes peut-être dans une ambiance bon enfant ! Le chef du PAM s'est érigé également à cette occasion en défenseur des libertés individuelles et de l'intimité des personnes que le code pénal actuel, chantier de réforme ouvert depuis plusieurs années- a parfois tendance à criminaliser selon les militants des droits humains. Dans ce domaine, M. Ouahbi s'est fait surtout le partisan d'une dépénalisation de la consommation d'alcool alors que l'État autorise sa vente et perçoit des taxes payées par ses acheteurs. En effet, la loi donne aux policiers le droit d'arrêter au sortir d'un bar ou d'une boîte nuit un Marocain de confession musulmane en état d'ébriété. Ce qui est une grosse contradiction. Sur ce point précis, le ministre de la Justice s'est montré d'une grande lucidité.

Beurgeois **GENTLEMAN**

Ces humoristes qui ont présidé aux destinées de la Raie publique (8)

Sarra9 Zyte Sarkozy (voleur d'huile en arabe, cafard en marocain et petit maréage en Magyar selon l'acteur français d'origine hongroise Laurent Deutsch) restera à jamais la caillera (racaille en verlan) qui a libéré la parole raciste. Chirac disait de lui : « Il faut lui marcher dessus, ça porte bonheur ! ». Pour rire de cette blague pourrie, il faut savoir que les Français pensent que lorsqu'on marche sur une m..., cela porte bonheur. Côté discours raciste, Chirac a lui aussi fait un sketch mémorable en 1991 ! Lors d'une allocution publique, il suscite la polémique : « Comment voulez-vous que le travailleur français, qui habite à la Goutte d'Or [...] et qui travaille avec sa femme, qui ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit, sur le palier de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, et qui gagnent 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler ? Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier, il devient fou. ». Jacques Chirac aimait bien tacler les journalistes. Venu sur un plateau de télévision pour faire la promotion de son livre « La France pour tous », il est interviewé par Michel Field. Agacé par les questions du journaliste, Chirac riposte ainsi : « Vous m'étonnez, avoue le Président. Vous m'étonnez parce que vous êtes contaminé par le conformisme, le politiquement correct. Réfléchissez deux minutes. Ce n'est pas excessif ». Les deux hommes en rient. Michel Field pense se venger avec ce commentaire : « Deux minutes, c'est à peu près le temps qu'il m'a fallu pour lire votre livre. » Hilarité dans la salle. Jacques Chirac ouvre ses bras, tout sourire et répond au journaliste d'une façon cinglante : « Je sais bien : dans celui que je vous ai envoyé, je n'ai pas mis les images à colorier, je suis désolé. » Marie France Garraud disait de lui : « Je croyais Chirac fait du marbre dont on fait les statues, mais il est de la faïence dont on fait les bidets ! » En plus d'avoir été un traître envers Valéry Giscard d'Estaing qui l'avait nommé premier ministre en 1974, il a vraiment empêché l'Auvergnat de se faire élire pour un second mandat en 1981 en facilitant l'élection de Mitterrand. En 1977, Jacques Chirac est devenu le premier maire de Paris de l'ère moderne, la fonction venant d'être rétablie cette année-là après avoir été supprimée en 1871. Il fait alors cette déclaration à un magazine spécialisé dans l'automobile, l'Auto Journal : « J'apprécie plus le pain, le pâté, le saucisson, que les limitations de vitesse ! » Quatre ans plus tard, en 1981, il se fait même le défenseur des « malheureux automobilistes » en taclant François Mitterrand qui vient juste de se faire élire grâce à lui : « Lorsque je vois avec quelle fureur, parfois, on traque l'automobiliste, au lieu de traquer les gangsters, en mettant des forces de l'ordre, d'ailleurs de grande qualité, qui sont les nôtres, sur les routes ou sur les autoroutes, verbaliser avec un matériel moderne, des radars, et ceci simplement pour empêcher que les gens aillent au-delà de 120 ou 130 km/h, eh bien je dis : on ferait mieux d'utiliser ces forces et ces moyens à renforcer ce qui est indispensable, la sécurité dans les grandes villes ou dans les campagnes. Et de laisser tranquille ce malheureux automobiliste qui est le support d'une industrie qui par ailleurs va mal et que l'on aurait bien raison d'encourager. » Plus tard, quand il prendra la succession de François Mitterrand pendant 12 ans (un mandat de 7 ans puis un second de 5 ans), il restera à jamais le président qui a couvert la France de radars de vitesse, un grand chantier lancé au début de son deuxième mandat, en 2002... »

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

CANNABIS THÉRAPEUTIQUE : L'AGENCE DE RÉGLEMENTATION TIENT SON PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION

INCROYABLE MAIS VRAI, LE CANNABIS A DÉSORMAIS SON AGENCE !

LES MEMBRES DE CE MACHIN ONT DE LA CHANCE, ILS VONT PRENDRE DE LA HAUTEUR.





Côté BASSE-COUR



CARBURANTS: LE GOUVERNEMENT ACCORDE LINE 3ÈME SUBVENTION AUX TRANSPORTEURS

ET LES PAUVRES CITOYENS NE MÉRITENT PAS D'ÊTRE SUBVENTIONNÉS ?

C'EST GRÂCE À EUX QU'ON SOUTIENT LE LOBBY DES TRANSPORTEURS...



Casaneashore, le ras-le-bol des riverains

Cela fait des années que les riverains de Casaneashore vivent l'enfer au quotidien (voir vidéo), notamment pendant les heures de pointe, matin et soir. Dans l'indifférence des autorités élues et locales de Aïn Chock. En cause, les embouteillages monstres qui commencent dès le petit matin dans un concert de klaxons assourdissant et de vociférations des automobilistes. En cause, une crise chronique du réseau routier aux abords du site desservi par l'ancienne et unique route existante qui est antérieure à la création de Casaneashore ! Bonjour les goulets d'étranglement à n'en pas finir. Vous avez dit vision ? Cette artère pêche par son étroitesse face à la densité d'un trafic automobile devenu infernal, généré autant par les résidents que par les employés de Casaneashore, situé sur le territoire de Sidi Maarouf. Empruntée pourtant tous les jours par le gouverneur de la zone pour rejoindre le siège de la préfecture, la route en question n'a jamais été élargie alors que le besoin s'en fait sentir depuis que Casaneashore est devenu en 2008 le premier pôle offshore du Maroc, voire d'Afrique



Un pôle économique important devenu un goulot d'étranglement...

du nord. Un pôle qui abrite les locaux d'une centaine d'entreprises faisant travailler quelque 20.000 personnes. Résultat : pour rejoindre leurs bureaux, les cadres et le personnel du site sont obligés de contourner cette route qui sature rapidement pour emprunter les voies de circulation intérieure des complexes de villas avoisinantes qui sont à leur tour vite congestionnées. Cette situation cause évidemment des nuisances considérables aux habitants transformés malgré eux en victimes d'un problème scandaleux aggravé par un autre tout aussi pénalisant, le stationnement sauvage devant leurs maisons, favorisé par la crise des parkings. Bonjour la jungle urbaine !

Humour et sarcasme au temps du Coronavirus (44)

Écrivain, aide-toi, le SIEL t'aidera

La culture ... ce sacré bouillon de l'expansivité des intellos continuera à fêter ses protubérances saisonnières pendant quelques jours avant de chômer à nouveau. La culture fait pitié et a besoin de dopant : un salon où on peut faire salon. A vrai dire, les salons se suivent et se ressemblent presque tous, seul le produit change. C'est une industrie artificieuse et socialisée.

En tant qu'intello ou prof, vous fêtez l'événement en pensant pouvoir déguster des livres bon marché et, pourquoi pas, dédicacés. Vous jubilez à l'idée d'acheter des idées qu'un écrivain a couchées et que peut-être vous allez devoir lire. D'autres trouveront toujours une excuse pour ne pas être de la partie.

Le salon du livre ressemble un peu à une fête foraine, un souk ou un bazar, mais alors tout ce que vous voulez, sauf une braderie parce que de nos jours les livres coûtent plus cher que les fringues ; c'est à croire qu'en dehors de cette période, la culture et le livre se mettent en veilleuse. En fait, généralement, les choses basées sur les événements exceptionnels et périodiques, comme les salons, ne valent pas grand-chose.

Dès l'entrée dans le salon, vous butez sur une horde de gamins venus foutre la pagaille sous les auspices de leurs bahuts. Vous vous faufillez dans la foule comme dans une jungle en lançant intermitamment des « pardon » et des « excusez-moi ». Dès qu'un stand vous interpelle vivement, vous êtes grossièrement secoué(s) par un continuel affairément et un effroyable raffut orchestrés par la marmaille. On se demande si c'est un salon du livre ou juste une fête foraine.

Vous revisualisez encore les exhibitions fanfarones des responsables des stands et les parades caricaturales des écrivains/écrivains venus vendre/bazarder leurs livres/salade. Tous vous font penser à ces vendeuses étalagistes bien foutues qu'on trouve dans les supermarchés et qui vous font goûter un truc ou une connerie que vous pourriez spécieusement apprécier, mais que vous n'avez aucunement envie d'acheter. Et pour couronner cette revue, on vous propose du tape-à-l'œil, le luxe tapageur : la signature du livre par l'auteur, un autographe à collectionner. Le truc qui compte plus que le livre, pour les frivoles. A vrai dire, la signature, c'est l'appât et l'hameçon auxquels vous mordez et qui sont tendus pour vous faire oublier la bêtise crasse que vous avez eue – ou que vous aurez – d'acheter le livre. Alors pourquoi se livrer à ce supplice ? par complaisance personnelle ou par pure étourderie intellectuelle ? ... Quel pastis !

Le comble de la déraison, c'est quand vous croisez séparément deux livres, un recueil de poèmes ou de nouvelles d'une centaine de pages proposé à 70 DH par une maison d'édition, et un livre de recherche de 500 pages proposé à 60 DH par une faculté. Et puis si vous voyez quel type de livres se vendent le plus, vous vous croirez au salon du prêche ou du divertissement et pas autre chose.

De toute évidence, dans ce genre d'événement, il n'y a que l'argent et la notoriété qui comptent ; il faut bien huiler les rouages et graisser le marteau, parce qu'écrire, ou écrivasser, n'est plus l'apanage d'une élite ; écrire c'est comme prendre la parole à la cour du roi Pétaud. On écrit à trait de plume et au courant de la plume. Écrire un livre est un luxe contrefait et parodié dans la convulsion du (dés)espoir, les tribulations de l'intellect et les impératifs (promotion) d'un métier (professeur) devenu exigeant et ingrat.

Loin de l'ironie, il faut reconnaître qu'on peut trouver son compte dans les stands des bouquinistes où on dégote souvent des merveilles pour la lecture. A chacun selon ses besoins.

Pour épiloguer sur ce sujet, tout le monde (éditeurs, écrivains, animateurs, visiteurs), trouve son compte, sauf Casablanca parce que transférer le SIEL à Rabat, c'est de la connerie en branche. Par ailleurs, la solidarité entre intellos ressemble à une obligation morale, une question de dignité, mais quand la culture est soumise à profit, ce sont ces foutus magnats de l'industrie du livre qui s'engraissent. Et si on pense que c'est de cette manière-là qu'on va promouvoir la lecture et le livre, Eh bien que le SIEL soit loué !

Lahcen Ouasmi, Mansouria, février 2019 - juin 2022,
l.ouasmi@flbenmsik.ma



Côté BASSE-COUR



NOUREDDINETALLAL

Les Marocains Étudiant à l'Étranger

Il n'y a pas que les Marocains résidant à l'étranger... Il y a également les Marocains étudiant à l'étranger et dont le nombre augmente d'année en année... Dans l'Union européenne, bien sûr, mais pas que ! En Russie aussi et en Ukraine... Deux pays qui s'affrontent dans une guerre sans merci depuis des mois... A ce sujet, il y a une question qui taraude Lhaj Miloud, c'est de savoir ce que deviennent nos étudiants rapatriés d'Ukraine... Et qui ne sont pas près d'y retourner, on est d'accord ? Parce qu'au vu de l'enlisement du conflit, ils feraient bien d'envisager une autre destination pour terminer leurs études ou alors de se reconverter dans l'e-commerce...

Un business qui a le vent en poupe, paraît-il ! Vous vous souvenez de ces scènes apocalyptiques où des milliers de gens hagards essayaient d'embarquer dans le premier moyen de transport venu pour s'éloigner le plus loin possible des zones de combat ? Les scènes de réfugiés abandonnant tous leurs biens pour essayer de sauver leurs vies et celles de leurs proches ont toujours quelque chose de bouleversant... et de particulièrement déconcertant quand elles se déroulent en terre européenne ! Nostradamus lui-même aurait été bien incapable de deviner qu'un beau jour la méchante Russie allait décider de déterrer la hache de guerre ! Et que nos 8.000 étudiants sur place n'auraient d'autre choix que de prendre le premier avion en partance pour leur Maroc natal... Et quand Lhaj Miloud dit le premier avion, c'est plus qu'une figure de style... Parce que des avions, il n'y en avait plus guère, le ciel ukrainien étant devenu bien peu fréquentable !

La plupart de nos étudiants en Ukraine ont donc regagné leur patrie... Mais quelqu'un a-t-il une idée de ce qu'il est advenu d'eux ? Non, personne ne suit le dossier ? En dehors de leurs familles éplorées, bien sûr ! Ils croyaient pourtant avoir tiré le bon numéro en optant pour l'Ukraine... Un pays accueillant, où la vie est plutôt bon marché et où les études médicales sont moins difficiles que chez nous ! Curieux, non ? Lorsqu'on manque de plombiers, il faut former des plombiers...

Lorsqu'on manque d'ingénieurs, la priorité doit être donnée à la formation d'ingénieurs... Ce qu'on a d'ailleurs fait en multipliant les écoles d'ingénieurs... privées ! Mais pour la médecine, c'est une tout autre histoire... On ne plaisante pas avec la santé publique, chez nous... Pour ce qui est des ingé-

nieurs, l'enjeu est moindre ! Sauf peut-être dans le génie civil où le risque de voir des immeubles s'effondrer existe bel et bien... Un risque susceptible de vous faire passer sans prévenir de la vie à trépas, que vous soyez suivi ou non par un bon praticien !

Petits camarades

Le fait est qu'au pays des mille et un paradoxes, on s'est évertué depuis l'indépendance à former le moins de médecins possible en dépit du bon sens ! A croire que nos honorables docteurs tiennent par-dessus tout à retirer l'échelle pour empêcher de petits nouveaux de leur faire de l'ombre... Ajoutez à cela les milliers de praticiens qui ont préféré aller prêter le serment d'Hippocrate sous des cieux plus « hospitaliers », et voilà comment on a réussi le tour de force d'avoir un taux d'encadrement médical parmi les plus bas de la planète... Bien sûr, et mieux vaut tard que jamais, on s'est réveillé sur le tard et promis de multiplier les facultés de médecine et les écoles d'infirmiers pour essayer de rattraper ce qui pouvait l'être... Mais tout cela nécessite du temps et de l'argent... Et en attendant qu'on ait enfin trouvé la recette miracle pour empêcher les futurs lauréats de filer à l'anglaise, bien de l'eau aura coulé sous les ponts...

Mais rassurez-vous, nos gouvernants éclairés ont trouvé la parade : ils sont en train de faire les yeux doux à des médecins subsahariens pour les déboucher... Une manière comme une autre de déplacer le problème !

Lhaj Miloud se souvient des déclarations rassurantes dont s'était fendu le ministre de la Santé à l'époque selon lesquelles les étudiants rapatriés pourraient reprendre leurs études au Maroc... Ces jeunes gens allaient être redéployés dans les différentes facultés du Royaume... Bon d'accord, il faudra pour cela que leurs petits camarades se serrent un peu mais « l'espace est dans les cœurs », n'est-il pas ? Malheureusement, aux dernières nouvelles, la situation reste problématique...

Le niveau de ces étudiants serait insuffisant... Oui, réjouissez-vous, les amis, notre système d'enseignement est donc meilleur que celui de l'Ukraine. En tout cas, si on forme beaucoup moins de médecins et de pharmaciens, on les forme beaucoup mieux ! Ce qui n'empêche pas nos nantis d'aller soigner le moindre de leurs bobos à l'étranger,

bizarrement ! Pour résumer, un élève sur 100 pourra espérer intégrer un enseignement de qualité et faire docteur... comme papa ! Vous l'aurez constaté, la plupart des praticiens continuent à être issus de catégories socioprofessionnelles aisées, et de familles nanties... Bref, des « Oulad enness » ! Il faut dire que la longueur et la difficulté des études en découragent plus d'un... Et les classes pauvres et moyennes avaient cru avoir trouvé la solution en envoyant leurs enfants, au prix de lourds sacrifices, dans des pays lointains... Où d'ailleurs, ils doivent généralement perdre encore une année en apprenant la langue locale avant d'entamer leurs études... Une autre épreuve dans le parcours du combattant auquel ont droit ces jeunes gens... En plus des charges financières qui auraient pu être évitées aux familles et de l'hémorragie de devises qu'aurait pu s'épargner le pays... Héritage colonial oblige, la France reste la destination privilégiée des jeunes Marocains avec plus de 40.000 étudiants, soit la plus importante communauté d'étudiants étrangers dans l'Hexagone... Faut-il vraiment s'en réjouir ? L'idéal n'aurait-il pas été qu'ils puissent étudier et travailler chez eux ? Parce qu'on n'enlèvera pas de la tête de Lhaj Miloud qu'une nation qui a vraiment réussi à se développer est celle qui accueille plus d'étudiants dans ses établissements universitaires qu'elle n'en exporte... Et qui, une fois leur diplôme en poche, arrive à les séduire suffisamment pour les retenir et les empêcher d'aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte...

Ne serait-ce que pour une question de devises et d'équilibre de sa balance des paiements... Parce que ça coûte cher, des études à l'étranger...

En moyenne 90.000 euros par an ! Avec 100.000 étudiants à l'étranger, faites donc le compte ! Mais au-delà de cet aspect financier, il en va aussi du prestige et de la crédibilité du pays concerné ! Actuellement la seule « spécialité » où la balance penche en notre faveur, c'est celle des « sciences » religieuses...

On s'en serait d'ailleurs bien passé ! Mais pour les autres, tout reste à faire... Alors, vivement que la guerre en Ukraine s'arrête pour que nos étudiants puissent enfin reprendre leurs études... Puisque les responsables peinent à leur trouver une place dans leur propre pays !

LE PARTI DU BON SENS 111

Énergie mondiale L'ONEE en conclave à Marrakech

Avec sa double casquette de directeur général de l'ONEE et de président du Conseil d'Administration du Partenariat Mondial pour l'Électricité Durable (Global Sustainable Electricity Partnership -GSEP), Abderrahim El Hafidi a présidé, le 2 juin 2022 à Marrakech, la Conférence générale de cette alliance internationale organisée sous le thème « Réduire les disparités, favoriser une électrification pour tous ».

Organisé par l'ONEE, ce grand événement, qui s'est tenu en marge du Conseil d'Administration du GSEP pour la première fois en Afrique et dans le monde arabe, a rassemblé un aréopage d'éminents scientifiques, de chercheurs et d'experts dans le secteur aussi bien de l'énergie que de la finance et des transports venus de France, Italie, Etats-Unis, Chine, Canada, Allemagne et Maroc. Dans son mot d'ouverture, M. El Hafidi a rappelé la conjoncture énergétique mondiale, marquée par un



Abderrahim El-Hafidi, directeur général de l'ONEE.

renchérissement sans précédent des cours des produits énergétiques et un manque de visibilité en termes de prix et de sécurité énergétique, ajoutant que la Conférence constitue une opportunité idoine pour débattre et échanger autour des grands défis auxquels font face tous les pays dans un contexte géopolitique très tendu à cause de la guerre en Ukraine. M. El Hafidi a également insisté sur la nécessité, pour tous, de ne rien lâcher des ambitions liées à la sécurité énergétique, au développement des énergies renouvelables et au renforcement de la coopération énergétique à l'échelle mondiale. Le GSEP, qui a fêté à Marrakech sa 30ème année d'existence, est une alliance unique, dirigée par les PDG des plus grandes compagnies d'électricité du monde, dont les principales missions sont la transformation de l'industrie mondiale de l'électricité et la transition énergétique par l'intégration des énergies propres. A cette occasion, M. El Hafidi a été reconduit à la tête du GSEP pour le deuxième mandat consécutif pour la période 2022-2023.



Le Maigret du CANARD



Le statut du délégataire casablancais vire au flou artistique après le rachat de Suez par Veolia

Lydec en eaux troubles

Consécutives à l'OPA de Veolia sur Suez, la validation du changement d'actionnariat chez Lydec, n'a pas coulé comme une eau de source. Autorité délégente, le ministère de l'Intérieur pose ses conditions. Explications.

Lydec ne coule plus de bourse ! L'entreprise sera bientôt radiée de la cotation, sur demande de l'Autorité marocaine des marchés des capitaux (AMMC). Annoncé récemment, ce départ de la place financière casablancaise, où la société a fait son entrée en 2005, est la conséquence de l'OPA hostile de Veolia lancée en juillet 2021 sur son rival historique Suez pour l'acquisition de 70,1% du capital restant après avoir racheté 29,9% auprès de l'énergéticien Engie en août 2020. Affaire franco-française qui s'est réglée à l'amiable devant les tribunaux et les couloirs du pouvoir macronien lors du printemps dernier, ce raid à 13 milliards d'euros restera dans les annales comme l'une des plus agressives OPA que la place parisienne ait jamais connues ! Du coup, le délégataire casablancais de l'eau et de l'électricité, filiale marocaine de Suez, est tombé dans l'escarcelle du groupe d'Antoine Frérot. Si Veolia a pu obtenir le feu vert de la Commission européenne en échange de son engagement, questions de concurrence oblige, à céder l'essentiel des activités de Suez en France, les autorisations dans les pays d'implantation des filiales de Suez étaient loin d'être une simple formalité.

A commencer par le Royaume-Uni où l'OPA du géant de l'eau et des déchets s'est heurtée à la fermeté l'autorité de concurrence, la Competition and Market Authority (CMA), qui a menacé de déclencher des investigations anti-trust si le nouvel acquéreur ne se désengage pas de quelques actifs en Grande-Bretagne. L'affaire est toujours en stand-by. Même scénario au Maroc où les dirigeants de Veolia ont du mal à faire fléchir la position de l'autorité délégente. « Le ministère de l'Intérieur a conditionné la validation de l'OPA par l'engagement de Veolia d'investir la bagatelle de 2 milliards de DH dans le domaine de l'eau, l'électricité et l'assainissement à Casablanca, ce que les patrons de Veolia ont refusé arguant que le montant est trop élevé », confie au Canard une source proche du dossier. Une chose est sûre : cette transaction tombe au bon moment pour les



Antoine Frérot, président de Veolia.

autorités marocaines qui étaient en pleines négociations avec les dirigeants du délégataire casablancais. Objectif : obtenir une révision du contrat de gestion déléguée qui expire en 2027 - la dernière révision remonte à 2009 - destinée à actualiser le programme d'investissement de Lydec à la lumière des nouveaux besoins d'une métropole en croissance constante en termes d'urbanisation et d'évolution démographique qui exerce la pression sur les réseaux d'assainissement. « Autres temps, autres réflexes. Dans le Maroc ancien, le feu vert aurait été obtenu sans coup férir en faisant intervenir les hautes sphères politiques. Un coup de fil et l'affaire est réglée. » indique un ex-député qui a rappelé au passage les circonstances de la cession de l'ex-RAD (Régie Autonome de Distribution) de Casablanca qui passa en 1997 dans le giron de la Lyonnaise des Eaux suite à un accord politique entre feu Hassan II et feu Chirac que les élus de la Communauté Urbaine de Casablanca (ex-CUC, aujourd'hui Conseil de la ville) ont juste eu comme consigne de valider lors d'un vote. « La période de crise silencieuse que traversent depuis quelques années les relations maroco-françaises n'est guère de nature à débloquer la situation et permettre aux deux parties d'œuvrer pour trouver un terrain d'entente », croit savoir un observateur politique local. Résultat : Du fait de la non-validation du nouvel actionnariat par les autorités marocaines, le rapprochement entre les deux groupes français a accouché d'un flou artistique autour du statut actuel de Lydec qui est sous pavillon de Veolia sans l'être vraiment. Une situation du wait and see qui ne coule pas de source, quelque peu bâtarde, qui agit sur le moral à la fois des dirigeants et du personnel du délégataire même si les nouveaux patrons ont obtenu un droit regard sur la gestion de la boîte. « L'inquiétude est surtout vive dans les rangs des collaborateurs marocains qui ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés », s'alarme une source interne. Pour un expert financier de la place qui a requis l'anonymat, le véritable gagnant dans cette transaction se près de 330 millions de DH chacun au titre de la cession de leurs participations (un total de près de 32% dans le capital de Lydec pour un flottant en bourse de 16,86%) ne sont autres que la CDG et RMA Watanya. Veolia a racheté les titres à 270 DH l'unité dans le cadre d'une offre publique d'achat obligatoire qui s'est déroulée entre le 18 avril et le 18 mai 2022. De quoi vous mettre l'eau à la bouche. ▀

REBOND DU COVID : LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ INVITE À LA VIGILANCE ET INCITE LES PERSONNES FRAGILES RÉTICENTES À SE FAIRE VACCINER

LES CAS AUGMENTENT DE NOUVEAU...

SUPER ! ON VA POUVOIR ÉCOULER NOS STOCKS DE TESTS PCR...



BOLIDALI



Le Maigret du CANARD



L'agence de régulation du cannabis légalisé est née

Le Maroc, une terre en herbe

Le Maroc a amorcé son entrée dans le marché mondial du cannabis médical avec la tenue du premier conseil d'administration de l'Agence chargée de l'encadrement de cette nouvelle activité économiquement prometteuse.

Ahmed Zoubair

Conformément aux dispositions de la loi 13.21 relative aux usages licites du cannabis, l'agence nationale de réglementation des activités relatives au cannabis (ANRAC) a tenu son premier Conseil d'administration, jeudi 2 juin à Rabat, sous la présidence du ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit.

A l'issue de cette réunion, le département de tutelle a rendu public un communiqué où il a rappelé la mission de l'agence en question, à savoir mise en œuvre de la stratégie de l'État dans le domaine de la culture, de la production, de la fabrication, de la transformation, de la commercialisation, de l'exportation du cannabis et de l'importation de ses produits à des fins médicales, pharmaceutiques et industrielles, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur. Concrètement, le travail de l'ANRAC, qui agit conformément aux engagements internationaux du Royaume en matière du contrôle de l'usage licite de la plante, englobe à la fois l'encadrement et le développement de la filière dans toutes ses phases depuis la production des semences jusqu'à la commercialisation du produit final.

Intérêt médical

La valorisation de la plante précieuse à des fins thérapeutiques étant du ressort d'opérateurs probablement agréés. Ceux qui croient que cette décision sans précédent est de nature à leur ouvrir la voie d'une reconversion libre de toute contrainte en seront pour leurs frais. La culture du cannabis, dont le commerce et l'usage à des fins récréatives est toujours interdit, restera limitée aux zones historiquement productrices. En vertu d'un projet de décret d'application du 3 mars 2022 approuvé en conseil du gouvernement, trois régions ont été retenues pour la culture de cette plante. Il s'agit d'Al Hoceima, Chefchaouen et Taounate, avec la possibilité d'impliquer d'autres régions en fonction de la demande des investisseurs locaux et étrangers pour les activités liées à la chaîne de production du cannabis. Une révolution. Fini le climat de clandestinité et de peur des autorités, qui régnait dans les champs de culture du fameux haschisch. Désormais, on cultivera le cannabis comme on cultive le blé. A ciel ouvert. Au vu et au su de tous.

L'Agence est chargée aussi de réglementer et d'assurer le suivi et le contrôle de l'ensemble des opérations relatives au cannabis et à ses usages licites, conformément aux engagements internationaux du Royaume, ainsi que de veiller à l'organisation et au développement des différentes étapes de cette activité, de la production des semences jusqu'à la commercialisation du produit final. L'agence devra également mettre en place les premières coopératives de transformation et de fabrication, composées exclusivement de cultivateurs locaux. Le changement de braquet des pouvoirs publics marocains à l'égard de la plante la plus



controversée est aussi une victoire pour les défenseurs du cannabis thérapeutique. Ce changement fait suite à la décision adoptée le 3 décembre 2020 par la commission des stupéfiants des Nations unies (CND) lors de sa 63e session. Celle-ci avait statué favorablement sur l'avenir juridique de cette drogue douce : 27 membres se sont prononcés en faveur de sa reclassification, 25 autres se sont exprimés contre et une personne s'est abstenue. Il s'agit d'une grande victoire pour les partisans du cannabis et ses consommateurs investis aux quatre coins du monde, vu que la plante, ainsi que sa résine, étaient jusqu'à présent considérées comme des substances favorisant fortement l'abus et ayant un très faible intérêt médical.

Créneau porteur

Ce changement de classification est conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui s'était appuyée sur des études scientifiques pour émettre un avis favorable à l'utilisation du cannabis à des fins médicales. Celui-ci est utilisé depuis plusieurs années dans la conception de médicaments à l'instar de l'opium ou la morphine. Reste à obtenir la même requalification au niveau du droit international qui le considère comme un stupéfiant frappé d'interdiction et dont le commerce est considéré comme un trafic illicite. La légalisation du cannabis thérapeutique par le Maroc ouvre des perspectives prometteuses pour le pays qui compte parmi les plus gros producteurs mondiaux de cette plante. Alors que beaucoup d'États ont dépénalisé depuis longtemps la culture et la commercialisation du cannabis à des fins thérapeutiques, les autorités marocaines avaient longtemps hésité à s'engager sur cette voie malgré l'appel du Parti Authenticité et Modernité (PAM) qui est allé jusqu'à déposer un projet de loi sur un usage contrôlé du cannabis. Or, le Maroc ne pouvait pas rester en dehors de cette dynamique et se couper d'une manne fabuleuse alors que de nombreux pays y compris dans le continent africain se sont déjà lancés dans le business du cannabis médical. Le Lesotho, un petit pays de 2,1 millions d'habitants, est devenu en 2017 le premier pays africain donner son feu vert pour la culture du cannabis médicinal. Un an plus tard, c'était au tour de l'Afrique du Sud qui est allé jusqu'à légaliser, sur décision de sa Cour constitutionnelle, la consommation de la marijuana récréative. Le 16 décembre 2019, le gouvernement zambien décide à son tour d'autoriser la culture du cannabis sur son territoire tout en affichant sa volonté de l'exporter à des fins médicales et économiques. Classé au rang de 4e producteur mondial de haschich par l'ONU en 2017, le Liban désireux de relancer son économie ravagée qui pourrait profiter d'un milliard de dollars chaque année au titre de l'export de la plante très prisée dont Israël voisin, a déjà dépénalisé l'usage thérapeutique du cannabis.

TANGER : LE MAROC REFOULE UN BATEAU DE TOURISTES ALLEMANDS ATTEINTS DE COVID

LA NOUVELLE VAGUE ARRIVE...

TU CRAINS POUR LES VAGUES DE LA PLAGE?





Le Maigret du CANARD



En pleine expansion, le business du cannabis est appelé à se développer dans les années à venir. Selon une étude du cabinet Arc View Market Research, le cannabis à des fins thérapeutiques a réalisé aux Etats-Unis - qui en interdit cependant l'usage récréatif à l'échelle fédérale - un chiffre d'affaires de 6,9 milliards de dollars en 2016, soit 30 % de plus qu'en 2015, et pourrait générer plus de 21 milliards de dollars d'ici 2023. Une manne fabuleuse qui fait saliver bien des pays, au rang desquels figure le Canada. La légalisation du cannabis par ce pays de l'Amérique du nord, en octobre 2018, a ouvert un créneau porteur pour la commercialisation du cannabis thérapeutique, de bien-être et récréatif. Une poignée d'entreprises comme Aphria, Cronos, Canopy Growth, Aurora Cannabis, OrganiGram, Canntrust et Tilray ont investi le secteur et œuvrent sans relâche pour mettre au point une gamme de produits dérivés afin de conquérir de grandes parts de marché à l'export. En somme, il y a beaucoup de blé à ramasser grâce au cannabis médical. Il faut juste oser et cultiver la bonne approche. Les pouvoirs publics misent sur le « développement soutenu » du marché mondial du cannabis médical, avec des prévisions de croissance moyenne annuelle de l'ordre de 60 % en Europe, le « marché cible » du Maroc, selon un document du ministère de l'intérieur publié en 2021. De leur côté, Les experts évaluent à un milliard de dollars le potentiel du marché du cannabis médical en Europe. Réputé pour la qualité de sa plante, le Maroc a donc tout à gagner à développer dans la légalité sa filière « cannabicole » contrôlée jusque-là dans son aspect récréatif par les réseaux de trafiquants. ▶

L'Algérie de Tebboune coupe les ponts avec l'Espagne

L'Algérie a suspendu mercredi 8 juin un « traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération » conclu en 2002 avec l'Espagne. Annoncée à l'issue d'une réunion du Haut conseil de sécurité algérien présidé par le président de l'Algérie en treillis Abdelmadjid Tebboune, cette décision qui n'est guère surprenante compte tenu de la mentalité figée du régime militaire en place se veut une réaction à la décision de Madrid de changer sa position sur le Sahara marocain, intervenue le 18 mars, et à son soutien apporté à la solution d'autonomie proposée par le Maroc. Considérant que la nouvelle position des autorités espagnoles était en « violation de leurs obligations juridiques, morale et politique », l'Algérie « a décidé de procéder à la suspension immédiate du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a conclu le 8 octobre 2002 avec le royaume d'Espagne et qui encadrait le développement des relations entre les deux pays », a indiqué la présidence algérienne. Le traité hispano-algérien prévoyait le renforcement du dialogue politique entre les deux pays à tous les niveaux, et le développement de la coopération dans les domaines économique, financier, éducatif et de la défense. « Le gouvernement espagnol regrette l'annonce de la présidence » algérienne ont déclaré des sources diplomatiques espagnoles, tout en précisant que l'Espagne « considère l'Algérie comme un pays voisin et ami et réitére sa disponibilité entière pour continuer à maintenir et à développer les relations spéciales de coopération entre les deux pays ». Avec leur réaction primaire à l'égard de l'Espagne, les autorités algériennes se trahissent de nouveau en montrant pour la énième fois que l'affaire du Sahara est une pure création algérienne et que le peuple sahraoui dont elle défend l'autodétermination est une authentique chimère instrumentalisée par le FLN dans sa guerre d'usure contre le Maroc. Comme quoi, c'est l'Algésario, une entité qui a fait de l'anti-marocanisme primaire une ligne d'inconduite politique obsessionnelle, qui est à l'œuvre dans la région.

Classement Brand Finances Africa 2022

Maroc Telecom conserve son rang de leader

Les grandes entreprises qui ont une identité forte et une culture de performance sont indétrônables. C'est le cas de Maroc Telecom qui a conservé sa place de première marque marocaine parmi les meilleures entreprises africaines dans le classement Brand Finances Africa 2022. L'objectif de ce ranking continental étant de montrer la puissance et la valeur des 150 plus grandes marques africaines. A l'échelle du continent, le groupe Maroc Telecom, dont les filiales africaines contribuent d'année en année à la croissance du groupe, s'est également distingué en se hissant à la 14ème place de ce palmarès où Maroc Telecom a été classé troisième marque sur le continent dans le domaine des télécommunications après MTN et Vodacom. Maroc Telecom conserve non seulement son rang de première marque marocaine mais a vu également sa valeur grimper de 12 % à 851 millions de dollars. Par ailleurs, le Classement Brand Finances Africa 2022 comprend des entreprises marocaines telles que Attijariwafa Bank, la Banque Populaire, Bank Of Africa, Atlanta Sanad ou encore CIH Bank.



Abdeslam Ahizoune, Pdg de Maroc Telecom.

Lourde défaite du Onze national contre les USA

Vahid coach les mauvaises cases...



Vahid Halilhodzic.

La défaite en match amical du Maroc face aux États-Unis (3-0), mercredi 1er juin au TQL Stadium à Cincinnati, a fait souffler un vent d'inquiétude dans les instances de la FRMF et dans les rangs du public marocain. Cette défaite cuisante contre une nation réputée plus pour son propre football qui se joue à la main que pour le sport-roi, inventé par les Anglais, fait franchement désordre. Il est vrai qu'il ne s'agit que d'une rencontre amicale qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de l'équipe nationale pour le Mondial Qatar-2022. Mais à six mois de cette fête planétaire, l'échec des Lions de l'Atlas interroge sur les capacités du coach franco-bosniaque d'aligner un groupe performant et combatif, capable de faire honneur au foot national et faire vibrer les foules. Il s'agit d'un échec lourd de sens ; car il intervient à quelques jours du démarrage des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, respectivement face à l'Afrique du Sud, le 9 juin à Rabat, et le Libéria, le 13 juin à Casablanca. Vahid Halilhodzic a habitué les Marocains à faire jouer à chaque match une équipe différente de la première comme s'il avait du mal à arrêter son choix sur une équipe-type. Il s'est amusé à changer de groupe lors de la dernière CAN qui n'a pas d'ailleurs réussi au Onze national, éliminé en quart de finale par l'Égypte (2 contre 1). Reste à savoir si le président de la FRMF Fouzi Lekjaa a bien fait de renouveler sa confiance à un entraîneur qui a fait l'unanimité contre lui par son arrogance et son incapacité à fédérer. Vahid Halilhodzic de nouveau sur un siège éjectable ?

Assurance maladie obligatoire

Le Crédit Agricole lance un produit spécifique

En partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, le Crédit Agricole du Maroc (CAM) lance un produit dédié à l'AMO : «Tasbiq Addaman Al-Ijtimaii. Ce nouveau produit bancaire « est une avance que le CAM accordera automatiquement à l'agriculteur à sa demande et sans aucune garantie [de sa part] et qui assurera les prélèvements mensuels de la CNSS sur le compte professionnel de l'agriculteur pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans et ce, même en cas de manque de provision », explique la banque dont le management est mobilisé pour la réussite du programme de généralisation de la couverture sociale au profit des agriculteurs. L'accompagnement de CAM dans ce domaine est triaxial : l'échange de données, la communication et la sensibilisation des bénéficiaires ainsi que la bancarisation et l'inclusion financière. Dans le but d'accompagner efficacement cette opération d'envergure, le CAM œuvre pour repenser la relation avec l'agriculteur, en mettant désormais à sa disposition deux comptes bancaires (personnel et professionnel) distincts et complètement étanches.



Tariq Sijilmassi, Président du Crédit agricole du Maroc.



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

« Culture et développement, Repères pour une politique culturelle »*, tel est le titre de l'ouvrage publié par le Professeur Mohamed Lotfi M'rini. Economiste et Juriste, l'auteur a assumé des responsabilités diverses d'abord en tant qu'enseignant-chercheur, puis cadre dans le secteur privé et Secrétaire Général du Ministère de la culture en plus de ses activités associatives et culturelles. Avec un tel parcours, il disposait de tous les atouts pour mener à bien cette réflexion sur un sujet ô combien passionnant.

Le concept de culture lui-même est difficile à cerner. L'auteur nous apprend qu'il a été listé en 1952 plus de 160 définitions ! En se référant à l'UNESCO, « la culture est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». Sur cette base, l'UNESCO distingue 12 domaines répartis en trois groupes : un noyau dur de la culture constitué du patrimoine culturel et naturel, des arts de la scène et festivités, des arts visuels et artisanat, du livre et presse, audiovisuel et médias numériques, design et services créatifs et patrimoine culturel immatériel ; deux domaines périphériques à savoir le tourisme et les sports et loisirs ; trois domaines transversaux : l'archivage et la préservation, l'éducation et la formation et les équipements et matériaux de soutien. Ainsi, comme on le voit, la culture a un contenu matériel (exemple œuvre d'art) et un contenu immatériel (exemple croyance). Toujours est-il que les droits culturels, dans leur diversité, font partie aujourd'hui de la palette des droits humains tels qu'ils sont universellement reconnus.

Comme telle, la culture a un lien dialectique avec le développement. Ainsi, les facteurs culturels peuvent constituer un blocage au développement comme ils peuvent en être un stimulant. De son côté, le développement peut favoriser l'épanouissement de la culture. L'auteur de « culture et développement » écrit à ce sujet : « la culture s'impose par son apport à l'économie à travers les valeurs marchandes qui dérivent du marché, mais également comme un facteur non-économique de bien-être et de développement durable à travers les sources non marchandes, immatérielles et les bénéfices qu'en retirent les individus et la col-

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

lectivité ». Par ailleurs, le développement pourrait agir sur le changement des structures traditionnelles et l'évolution des valeurs d'une société comme cela a été démontré par plusieurs études citées par l'auteur. Mais l'effet n'est pas mécanique et le rythme auquel se réalise ce changement n'est pas le même partout. Pour faire de la culture un véritable levier du développement, il faudrait bâtir une stratégie nationale de la culture. A cet égard, l'auteur est catégorique et tranchant : « le pays ne dispose pas encore d'une stratégie nationale de la culture, ni de compte satellite, ni d'informations sur l'effort financier transversal de l'Etat dans le domaine culturel ». En l'absence d'une telle vision, les performances économiques de la culture demeurent modestes, les valeurs traditionnelles résistent au changement, la liberté de création demeure menacée par la censure encore à l'œuvre notamment dans le domaine cinématographique qui reste soumis « à un régime de police comportant une autorisation administrative préalable à toute projection publique » (p.91). De telles pratiques, faut-il

le préciser, sont contraires à l'esprit de la constitution de 2011.

Un autre facteur contraignant réside dans l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition du Ministère de la culture. On a beau à exprimer des ambitions et à prononcer des discours généreux sur la culture, cela demeurerait des vœux pieux tant que l'intendance ne suivra pas. Les chiffres sont parlants : le budget du Ministère de la culture évolue en dents de scie au fil des années avec 0,26% du budget général



une moyenne de pour la période 2012-2019. Bien sûr, le budget destiné à la culture ne se limite pas à celui alloué au département de la culture. D'autres entités publiques interviennent sur certains aspects spécifiques. C'est le cas du Ministère de l'éducation nationale, de l'artisanat, des RME, des affaires étrangères à travers la diplomatie culturelle, des Habous et affaires islamiques etc. Même en additionnant toutes ces rubriques, on resterait loin de l'objectif consistant à affecter 1% du budget général de l'Etat à la culture. En outre, les dépenses des ménages relatives à la culture, telle qu'elles ressortent de la dernière enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages (2014) sont réduites à leur portion congrue : à peine 300 DH en moyenne annuelle par personne soit moins d'un dirham par jour ! Autrement dit, chaque marocain consacre en moyenne 1,9% de son budget à la « culture et loisirs ». Encore faut-il souligner qu'il s'agit d'une moyenne nationale qui ne tient pas compte des disparités sociales et territoriales. Ainsi, un rural ne consacre que 115 DH à la culture contre 423 DH pour un urbain. De même, les 10% les plus pauvres ne dépensent en moyenne que 17 DH, soit 1% de ce que dépensent les 10% les plus riches ! Le secteur privé, dont la culture n'est pas son domaine favori, ne fait guère mieux : à l'exception de certaines fondations appartenant aux grands groupes, les actions du mécénat d'entreprise et de philanthropie sont pratiquement inexistantes.

La même indigence est observée au niveau des collectivités territoriales. On y assiste à de véritables déserts culturels que les budgets attribués à ces entités n'arrivent plus à combler : manque de complexes culturels, de théâtres, de salles de cinéma, de galeries d'art. C'est la misère culturelle à grande échelle. Il ne faut pas non plus perdre de vue le rôle que jouerait la culture dans le développement du « soft power » en montrant une image positive du pays auprès des influenceurs et des opinions publiques à l'extérieur. La culture s'avère, par conséquent, un facteur d'attractivité non négligeable. Ces développements montrent, si besoin est, l'urgence d'agir. Le changement se fera par la culture ou ne se fera pas. Une culture qui libérerait les initiatives, réveillerait les consciences et stimulerait la créativité. Une culture qui rompe avec certaines pratiques sociales désuètes, et certaines valeurs rétrogrades. A l'occasion de la tenue du 27ème salon international de l'édition et du livre, il est utile de rappeler ces considérations. ▀

(*) Mohamed Lotfi M'rini, « Culture et développement, Repères pour une politique culturelle » Fondation de Salé pour la Culture et les Arts, décembre 2020, 280 pages.

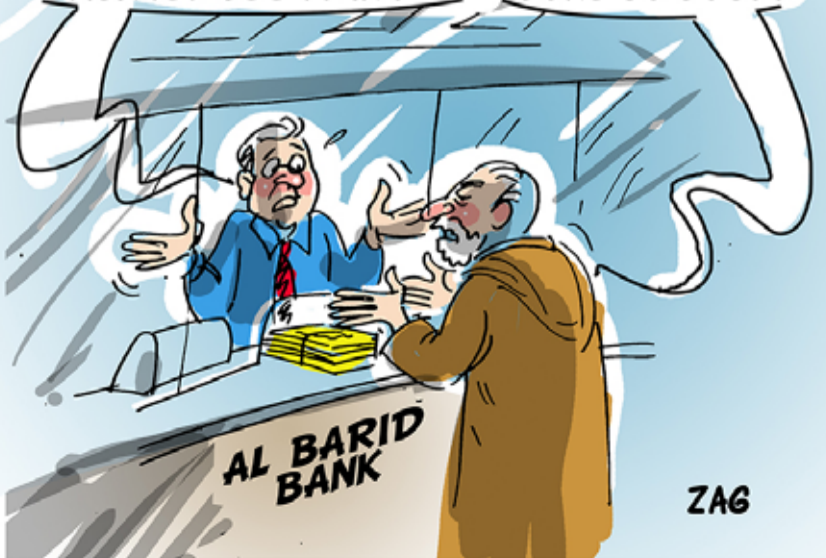
Culture et développement

UNE INTERACTION DIALECTIQUE

TRÈS CHER PÈLERINAGE...

LE MAROC N'Y EST POUR RIEN, CE SONT LES SAOUDIENS QUI ONT FAIT MONTER LES PRIX !

ILS CONFONDENT VOYAGE RELIGIEUX ET TOURISME DE LUXE OU QUOI ?



ZAG



Bec et ANGLE



VLADIMIR POUTINE
Président russe



Parlez-moi des champs de ruines et non de blé !

Une équipe du Canard a été reçue par le président russe Vladimir Poutine juste après son tête-à-tête avec le président en exercice de l'Union africaine (UA) Macky Sall.

Qu'est-ce que vous avez répondu à la demande du président de l'Union africaine de débloquent l'exportation des céréales ukrainiennes emprisonnées dans les silos à grains des ports de Marioupol ?

Je l'ai rassuré en lui répondant que les céréales sont disponibles, sauf que mes moissonneuses-batteuses, lancées en Ukraine et qui ne doivent pas être perturbées par le moindre grain de sable hostile, sont occupées à d'autres activités de fauchage. ...

Mais le blocage de ces céréales représente une menace sur la sécurité alimentaire notamment africaine. Êtes-vous sensible à ce drame humain qui frappe injustement les victimes collatérales de votre guerre contre l'Ukraine ?

Dois-je répéter que c'est l'Occident avec ses sanctions contre mon empire nucléaire qui est à l'origine de cette situation que je regrette au demeurant ? C'est Biden et ses vassaux européens

qui sont en train d'affamer les pauvres africains dont ils continuent à pomper les richesses au nom de grands principes virtuels.

Mais c'est vous Poutine qui avez déclenché la guerre contre l'Ukraine...

Il est vrai que je m'ennuie trop ces derniers temps. Il fallait alors que je m'occupe avec une grosse activité d'envergure planétaire. Là, je ne dors pratiquement plus. Avec le son des canons, je suis armé plus que jamais de détermination. Détrompez-vous ! Je suis un bienfaiteur de l'humanité opprimée que je veux extraire des griffes des prédateurs. A mes yeux, les champs de blé, compte tenu de la sacralité de ma mission, sont beaucoup moins importants que les champs de ruine que ma guerre me permettra d'atteindre en les fertilisant de sang et de larmes. En quelque sorte, la faim justifie les moyens et si les Africains manquent de pain ils n'ont qu'à manger de la pomme de terre ou du riz en attendant que je finisse le boulot propre que j'ai entamé.

Quel boulot ?

La reconquête de l'Ukraine russe, notamment le Donbass, et quelques autres territoires historiquement soviétiques, si j'ai encore du souffle guerrier. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin surtout que les impérialistes ne savent plus par quel bout me prendre ? L'appétit vient en mangeant.

L'Occident que vous vouez aux gémonies vous traite de criminel de guerre. Comment vous définissez-vous ?

Oui, un criminel de guerre sympathique qui a du sang sur les mains et aussi du cœur. La preuve, dès que l'Occident aura levé ses sanctions contre mon empire, je lâcherai quelques graines pour l'Afrique où je compte bien conserver mon capital sympathie dans la perspective de sa libération du joug occidental.

Les petits métiers (4)

Les cireurs de chaussures

Vous aimez le poisson ? Ça tombe bien, le Maroc en regorge... Il y en a pour tous les goûts et... presque toutes les bourses ! Du poisson blanc et du poisson bleu... Du poisson dit noble et du poisson bas de gamme pour le « menu fretin » ! D'ailleurs, M'jidou Riffi en propose de toutes les espèces... Il faut le voir avec son beau triporteur estampillé INDH ! Ah, pour une belle initiative, c'en fut vraiment une, cette initiative nationale pour le développement des droits humains ! Qui redonna le sourire et un peu de dignité à bon nombre de laissés pour comptes ! Même si elle reste largement perfectible... Nous ne nous rendons pas suffisamment compte de la chance que nous avons de disposer de deux façades maritimes et de milliers de kilomètres d'eaux poissonneuses... Curieux, cependant, que le poisson soit hors de prix sur nos marchés... Je parle du poisson blanc, calamars, crevettes, soles et autres merlans qui restent inaccessibles pour la grande

majorité de nos concitoyens... Lesquels doivent se contenter de sardines ou se rabattre sur le surgelé... A leurs risques et périls, la chaîne de froid n'étant souvent que très approximativement ! Mais avec M'jidou Riffi, vous ne craignez rien, parce qu'il ne vend que du poisson frais... Une question de principe ! Et si ça ne tenait qu'à lui, il ne proposerait que du poisson fraîchement pêché par ses soins, qui sent bon l'iode, et dont les écailles rugueuses sont encore recouvertes du sable blanc de la plage... Comme au bon vieux temps de sa jeunesse où il était encore le « Raiss » et l'heureux propriétaire du « Cherqui » ! Une petite barque fièrement peinte aux couleurs nationales et dont il prenait soin comme de la prunelle de ses yeux... Il partait chaque matin avec trois autres marins jeter au large ses filets qu'il laissait dériver pendant toute la matinée avant de les tirer à la force des bras avec son équipage, avec l'aide de quelques badauds... Un travail éprouvant mais

exaltant... Il vendait ainsi le produit de sa pêche directement sur la plage de Oued Laou et réservait les grosses prises pour des hôtels qui lui en offraient un bon prix... Hélas, tout cela n'est plus qu'un lointain souvenir. Au fil des ans, le poisson a commencé à se faire rare dans sa Méditerranée natale et il a fallu aller le chercher de plus en plus loin... Voilà comment ce brave M'jidou s'est transformé de Rais émérite dans un village du nord du pays en un vendeur ambulant de poissons dans les rues de Casablanca... Mais il ne se plaint pas ! D'autres avaient sombré dans l'alcool ou la délinquance et lui au moins, il arrivait à entretenir sa famille... Ce qui le rend triste, c'est de voir des chalutiers étrangers écumer nos mers sans vergogne... « Voilà pourquoi le poisson est si cher ! », explique-t-il à qui veut bien l'entendre ! Avec le temps, il s'est fait une clientèle fidèle mais exigeante qui passe commande par téléphone et se fait livrer à domicile... Du beau monde qui ne marchande

guère et qui laisse souvent de bons pourboires... Voilà longtemps que M'jidou a perdu, en même temps que ses dents, la plupart de ses illusions... Mais comme la plupart des petites gens, il a développé une résilience à toute épreuve... C'est ainsi qu'il s'est rapidement fait à son nouveau métier... Il entretient méticuleusement son triporteur et son frigo ambulant qu'il lave à grande eau tous les jours... Quant aux déchets, il les verse dans de grands sacs en plastique qu'il ferme hermétiquement avant de les disposer dans des bacs à ordures... La préservation de l'environnement, ce n'est pas un vain mot pour lui ! Son rêve, c'est que ses enfants exercent un « vrai » travail avec un salaire régulier et une couverture sociale... Idéalement, dans l'enseignement ou l'administration ! Des métiers où on peut bénéficier d'une retraite et d'une couverture sociale... Des Droits auxquels il n'a jamais eu droit !

N. Tallal



Le MIGRATEUR



La Russie rapproche les USA du Venezuela !

Combattre un dictateur pour se jeter pieds et mains joints dans les bras d'un autre c'est la preuve qu'en matière de realpolitik tout est possible. Le cas Etats-Unis-Venezuela illustre parfaitement cette équation. Pour pallier le manque du pétrole russe sous embargo occidental à cause de la guerre en Ukraine, Washington autorise des compagnies européennes à importer du brut du pays du dictateur anti-américain Maduro pour le compte de l'Europe.

En effet, la compagnie pétrolière italienne Eni SpA et la société espagnole Repsol SA pourraient commencer à expédier du pétrole vénézuélien vers l'Europe dès le mois prochain pour remplacer le brut russe, ont révélé des sources bien informées. Une reprise des échanges de pétrole contre de la dette, interrompus il y a deux ans lorsque l'Amérique de Trump a renforcé les sanctions contre le Venezuela.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a salué samedi les « mesures légères mais significatives » prises par les Etats-Unis pour « accorder des licences » aux compagnies pétrolières afin qu'elles puissent opérer dans le Venezuela dans le cadre d'un allègement des sanctions économiques contre le pays sud-américain. Toutefois, le volume de pétrole qu'Eni et Repsol devraient recevoir de la part de PDVS, compagnie pétrolière étatique vénézuélienne liée par des accords de partenariats avec les pétrolières Respol et Eni, n'est pas important. C'est ce qu'a déclaré l'une de ces sources. Donc tout impact sur les prix mondiaux du pétrole sera modeste. Mais le feu vert de Washington à la reprise des flux de pétrole vénézuéliens vers l'Europe, longtemps gelés, pourrait donner un coup de pouce symbolique au président vénézuélien Nicolas Maduro. Merci qui ?

Malgré la modestie de la quantité du pétrole vénézuélien autorisée à être importée l'administration du président Joe Biden espère que qu'il pourra aider l'Europe à réduire sa dépendance à l'égard de la Rus-



Nicolas Maduro, le président vénézuélien.
Yuri CORTEZ / AFP.

sie et à rediriger une partie des cargaisons du Venezuela vers la Chine. Un autre objectif est d'amener Maduro à relancer les négociations politiques avec l'opposition vénézuélienne, ont déclaré les mêmes sources anonymes.

En revanche ce ballon d'oxygène au régime de Maduro est assorti de conditions strictes dont l'obligation que le pétrole reçu « doive aller exclusivement en Europe. Il ne peut pas être revendu ailleurs ». Par ailleurs, Washington n'a pas accordé de facilités similaires à la grande compagnie pétrolière américaine Chevron Corp ni à la compagnie indienne Oil and Natural Gas Corp Ltd. ni à la compagnie française Maurel & Prom SA qui ont également fait pression sur le département d'Etat et le département du Trésor américains pour obtenir du pétrole en échange de milliards de dollars de dettes accumulées par le Venezuela.

Les cinq compagnies pétrolières ont cessé d'échanger du pétrole contre des dettes à la mi-2020, au milieu de la campagne de « pression maximale » de l'ancien président américain Donald Trump qui a réduit les exportations de pétrole du Venezuela mais n'a pas réussi à évincer Maduro.

La vice-présidente du Venezuela, Delcy Rodriguez, a tweeté le mois dernier qu'elle espérait que les ouvertures américaines « ouvriraient la voie à la levée totale des sanctions illégales qui affectent l'ensemble de notre peuple ».

Catalogne : Clap de fin pour Puigdemont

L'indépendantiste catalan Carles Puigdemont passe la main.

« Il se trouve que c'est mon dernier (congrès) en tant que président », a-t-il déclaré devant les militants de Junts per Catalunya (Ensemble pour la Catalogne), rassemblés à Argelès-sur-Mer, station balnéaire des Pyrénées orientales (France), voisine de la frontière avec l'Espagne. « Les organisations doivent pouvoir et savoir faire des remplacements. » Le leader séparatiste avait annoncé en mai dernier qu'il ne se représenterait pas à la tête de sa formation car celle-ci avait besoin, selon lui, « d'une présidence plus impliquée » que celle qu'il pouvait désormais offrir.

À la tête du gouvernement régional catalan lors de la tentative de sécession d'octobre 2017, Carles Puigdemont a fui peu après en Belgique, où il est installé depuis près de cinq ans, afin d'échapper aux poursuites de la justice espagnole. Le Tribunal de l'Union Européenne vient de rétablir, fin mai, son immunité d'eurodéputé, qui avait été levée par le Parlement européen, mais le leader indépendantiste attend toujours que la justice européenne se prononce sur le fond de ce dossier aux ramifications très complexes.

le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Poutine menace Washington

Visiblement exaspérée par les sanctions contre son pays qui n'en finissent pas et la délivrance d'armes sophistiquées à Kiev, le président Vladimir Poutine a averti l'Occident que la Russie frapperait de nouvelles cibles qu'elle n'avait pas visées jusqu'ici si les États-Unis commençaient à fournir à l'Ukraine des missiles de plus longue portée, a rapporté dimanche l'agence de presse TASS.

Si de tels missiles sont fournis, « nous frapperons les cibles que nous n'avons pas encore frappées », a déclaré Poutine dans une interview accordée à la chaîne de télévision publique Rossiya-1. Poutine qui n'a pas nommé les cibles que la Russie envisage de frapper si les pays occidentaux commencent à fournir à l'Ukraine des missiles de plus longue portée a déclaré que le « tapage » autour des livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine était destiné à faire durer le conflit. L'Ukraine est à la recherche de systèmes de lancement de roquettes multiples (MLRS) tels que les HIMARS M270 et M142 pour frapper les troupes et les stocks d'armes à l'arrière des forces russes. Le président américain Joe Biden avait annoncé la semaine dernière son intention de donner à l'Ukraine des systèmes de roquettes HIMARS (The High Mobility Artillery Rocket Systems) de précision (portée de 300 km maximum) après avoir reçu l'assurance de Kiev qu'elle ne les utiliserait pas



Vladimir Poutine / Mikhail Klimentyev AFP.

pour frapper des cibles à l'intérieur de la Russie. Garantie que Dimitri Medvedev, le premier ministre russe, a fustigée lors d'une interview accordée en milieu de semaine dernière à la chaîne Al Jazeera estimant que les Américains s'ont aucune prise sur les décisions de l'armée ukrainienne. Bien que les responsables russes aient averti que la décision des États-Unis de fournir à l'Ukraine des systèmes de roquettes avancés pourrait exacerber le conflit, M. Poutine a déclaré que cela n'entraînerait pas de changements fondamentaux sur le champ de bataille. « Nous comprenons que cette fourniture (de systèmes de roquettes avancés) par les États-Unis et certains autres pays est destinée à compenser les pertes de cet équipement militaire », a déclaré Poutine. Dans un extrait de la même interview à Rossiya-1, diffusé samedi, Poutine s'est vanté du fait que les forces antiaériennes russes ont abattu des dizaines de drones ukrainiens et qu'elles sont « en train de les écraser comme des noix ».





Can'Art et CULTURE



Kaïsse Ben Yahia signe « Patch-Words, l'amour émoi », un recueil d'émotions éruptives

La Fondation CDG a organisé le vendredi 27 mai 2022 la signature du recueil de poésie « Patch-Words, L'Amour émoi » à l'Espace Expressions CDG Place Moulay El Hassan à Rabat.

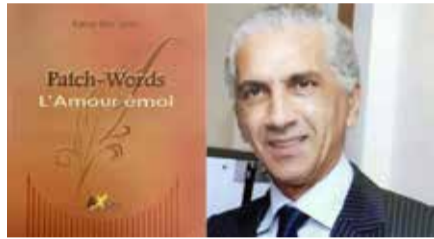
Ce premier recueil de poésie de Kaïsse Ben Yahia, qui vient de paraître chez « Axions Communication » est « un ensemble de couleurs et de lettres » où le poète, musicien et chanteur exprime ses émotions pour les porter et les partager avec son prochain.

Connu du public alors qu'il était pendant dix ans directeur de Communication et du Développement institutionnel de la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, Kaïsse glisse dans le tablier de poète pour partager ses écrits dans ce recueil.

Œuvre que l'auteur « qualifie d'aboutissement d'une démarche non académique mais surtout humaniste, sincère et fidèle aux émotions suscitées par ses rencontres et expériences multiples », souligne un communiqué de la Fondation CDG.

« C'est pour moi un moment très fort où je fête ce don que Dieu m'a donné et que j'ai reçu à travers mon père qui est un grand écrivain. Je ne fais qu'essayer de reproduire petitement ce qu'il m'a transmis dans ma vie quotidienne. Je suis convaincu, aujourd'hui, qu'à chaque fois que j'écris, c'est lui qui prend ma main », confesse non sans émotions le poète. Son œuvre poétique, écrite avec des mots profonds et sincères, représente, en fait, le vécu quotidien de l'auteur, raconté avec des mots simples, mais d'une manière poétique et émouvante. « Quand cela me prend, ce sont des sensations éruptives, je saisis le stylo et j'écris immédiatement. Ma règle est de ne jamais revenir sur ce que j'ai écrit, parce que je ne serai pas fidèle à mon émotion de l'instant. D'où mes mots sont perçus d'une manière vraie. Je peux

même dire que c'est de l'écriture bio », précise celui qui s'est donné le nom de patch-wordeur pour dire qu'il n'est pas une voix académique de la poésie. « Je ne suis pas littéraire, je suis plus quelqu'un qui s'inscrit dans l'émotion. C'est comme un peintre qui prendrait beaucoup de couleurs et les mettrait sur une toile. Il fait un patch de couleurs et moi je fais un patch de mots. Et ce patch de mots est perçu par chacun selon son émotion et son ressenti. C'est ce qui me permet, dans ma démarche humaniste, d'approcher l'autre avec l'émotion, pas nécessairement avec la littérature. Je trouve qu'aujourd'hui les mots sont vecteurs de cette émotion. Car, s'ils ne sont pas chargés d'émotion, ils n'ont pas de sens dans l'humanité. C'est pour cela que je l'ai appelé « Patch-Words, L'Amour émoi », explique l'auteur.



Dans un mot de circonstance, le président-fondateur de l'Association Essaouira-Mogador, André Azoulay, a mis en avant le talent poétique de M. Ben Yahia qui, par son œuvre riche en créativité, muni d'une générosité altruiste, apporte une valeur ajoutée à l'espace culturel marocain.

« J'ai été émerveillé à la lecture de ce recueil », a affirmé M. Azoulay. Pour sa part, le ministre de l'Inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences, Younes Sekkouri, également présent à cette cérémonie, a souligné que « c'est un moment particulier où concourent la sagesse et l'esprit artistique, deux termes propres à Kaïsse ».

« L'œuvre d'aujourd'hui est la preuve que dans un pays séculaire comme le Maroc, nous avons la possibilité d'avoir une succession de génies au service de la patrie », s'est-il félicité.

Le FCMT revient avec 12 longs métrages en lice

Placé sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, le Festival revient sur le devant de la scène, après une édition virtuelle, pour cause du Covid-19.

Douze longs métrages sont en compétition pour les prix de la 27ème édition du Festival du cinéma méditerranéen de Tétouan (FCMT), qui se tiendra du 10 au 17 juin, a annoncé la Fondation du Festival.

« Abou Seddam » du réalisateur égyptien, Nadine Khan, « Algharib » du syrien, Ameer Fakher Eddin, « Destello Bravio » de la réalisatrice espagnole, Ainhoa Rodriguez, « Keer » du metteur en scène turc, Tayfun Pirselimolu, « La mer devant » du libanais, Ely Dagher, et « Habiba » du réalisateur marocain, Hassan Benjelloun sont les films en lice pour la compétition longs métrages fiction sont, a précisé la Fondation dans un communiqué.

A ce sextuor s'ajoute six autres films : « Le monde après nous » du français, Louda Ben Salah Cazan, « Lune bleue » de la réalisatrice roumaine, Alina Grigore, « Gadeha, une seconde vie » du tunisien, Anis Lassoued, « Petit corps » de l'italienne, Laura Samani, « Salon Houda » de l'égyptien, Hany Abu-Assad et « Vera rêve de la mer » de la réalisatrice kosovar, Kaltrina Krasniqi.

Ces nouveaux films méditerranéens, produits en 2021, concourent devant le jury longs métrages fiction et le jury de la Critique du nom de l'écrivain et critique de cinéma marocain, feu Mustafa Mesnaoui.

Pour la compétition documentaires, les films au programme sont « La mesure des choses » du belge Patrick Jean, « Beyrouth, l'oeil du cyclone » de la palestinienne Mai Masri, « Seis dias corrientes » de l'espagnole Neus Ballus, « Iles », co-réalisé par Karine de Villers (réalisatrice d'origine équatorienne) et Mario Brenta d'Italie, « Captain's of Za'atari » de l'égyptien Ali El Arabi, « La carte postale » de la marocaine Asmae El Moudir, « Paquet d'été » du marocain Ballal Salem et « Nous » de la réalisatrice française d'origine sénégalaise, Alice Diop.

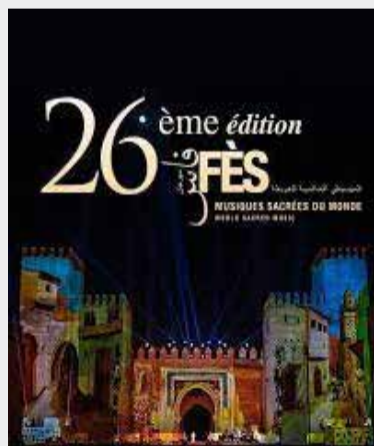
Hors compétition, et dans la rubrique Coup de cœur, six films sont au programme que sont « L'automne des pommiers » du Marocain Mohamed Moftaker, « Mediterraneo » de l'espagnol Marcel Barrena, « Costa Brava Lebanon » de la libanaise Mounia Aki, « Une librairie à Paris » de l'italien Sergio Castellito, « Zankat contact » du marocain Ismaël El Iraki et « 4 saisons » (4 courts métrages) du marocain Imad Badi.

Toujours hors compétition mais dans la rubrique Carte Blanche et en collaboration avec la Fédération internationale de la presse cinématographique (FIPRESCI), quatre nouveaux films méditerranéens, récemment produits, seront présentés au public.

Il s'agit de « 200 mètres » (produit en 2020) du palestinien Ameen Nayfek, « Le gardien de son frère » du turc Ferit Karahan, « Plumes » de l'égyptien Omar Zohairy et « Re Grancho » des Italiens Alessio Rigo de Righi et Matteo Zopis, a relevé la même source, notant que ces trois films ont été produits en 2021.

Et de 26 pour le festival des musiques sacrées !

Fès accueille la 26ème édition du Festival de Fès des Musiques Sacrées du Monde, du jeudi 9 au dimanche 12 Juin courant, sous le thème « L'Architecture et le Sacré ». Au menu de cette 26e édition des troupes artistiques en provenance de plus de 15 pays ; du Sultanat d'Oman, du Kazakhstan, d'Inde, de France, d'Italie, du Sénégal... La soirée d'ouverture fera voyager le public de Fès à Jérusalem, en passant par le Tibet, le Taj Mahal, la cathédrale Notre-Dame, pour atterrir à Casablanca, à la mosquée Hassan II. Entres autres rendez-vous de cette manifestation, le Forum de Fès, prévu le 11 juin, qui accueillera plusieurs intervenants marocains et internationaux qui débattront autour de la thématique « L'Architecture et le Sacré ». Le Chœur de Chambre du Maroc qui s'est produit pour la première fois à l'occasion du 100ème anniversaire de la Cathédrale Saint-Pierre de Rabat marquera cet événement culturel. Le groupe composé de 25 chanteurs, propose des musiques sacrées occidentales. Il rendra hommage au chant traditionnel marocain.



Alain Delmas en résidence artistique à El Jadida

Dans le cadre des échanges entre les villes jumelles maritimes de Sète et d'El Jadida, l'artiste sèteois Alain Delmas séjourne en résidence artistique au Maroc. Cette nouvelle résidence s'inscrit dans la continuité des venues et des expositions de Christophe Cosentino à El Jadida en 2018 et d'Abdellah Dibaji à Sète en 2019. Deux villes, deux ports, des regards croisés qui saisisront sans aucun doute l'occasion de cette riche expérience humaine et artistique, source de nouvelles inspirations, pour élargir chacun leur horizon créatif. Alain Delmas expose ses



œuvres d'inspiration marocaine du vendredi 3 juin au samedi 11 juin 2022, à la Galerie du Complexe Culturel d'El Jadida de l'Office Chérifien des Phosphates. Alain Delmas est né en 1943, il vit et travaille à Sète. Diplômé des Beaux-Arts de Montpellier et de l'Ecole Normale de Toulouse, il a voué sa vie à la transmission de sa passion : la peinture. Il expose depuis les années 60. Il a été élève de Camille Descossy, Georges Dezeuze et Jean-Raymond Bessil, fondateurs du groupe artistique Montpellier-Sète des années 1960.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Argent dormant

Une Américaine a eu l'heureuse surprise de découvrir 36.000 dollars (33.400 euros environ) en plusieurs enveloppes, enfouis dans les coussins d'un canapé donné gratuitement sur un site de petites annonces. Mais cette habitante de Colton, près de Los Angeles, s'est empressée de rendre l'argent à ses propriétaires. Vicky Umodu cherchait à meubler son nouveau logement pour une somme modique et elle s'était félicitée de trouver ce canapé. « Je viens d'emménager et je n'ai rien dans la maison », a-t-elle expliqué à la chaîne locale ABC7 (1/6/22).

Mais une fois à son domicile, la Californienne a trouvé une bosse suspecte dans l'un des coussins. Elle a alors découvert plusieurs enveloppes remplies d'argent liquide, chacune contenant des milliers de dollars. « Je disais à mon fils 'viens, viens !'. Je hurlais 'c'est de l'argent ! Je dois appeler le monsieur' », a-t-elle raconté. Vicky a donc contacté ceux qui lui avaient donné le canapé pour les avertir de sa trouvaille et leur rendre l'argent. La famille, qui vidait la maison d'un proche récemment décédé, a répondu qu'elle ignorait tout de la présence et de l'origine de cet argent. Mais pour remercier la bonne samaritaine, ils lui ont donné plus de 2.000 dollars, de quoi acheter le réfrigérateur neuf dont elle avait besoin !

Nos amis les bêtes

À partir des chiffres publiés par l'Insee, le journaliste et cartographe Jules Grandin a réalisé des cartes des départements français comptant le plus de vaches, porcs ou moutons que d'habitants. Grandin a donc pris le temps d'éplucher les données du recensement agricole publiées par l'Insee pour réaliser une série de 4 cartes diffusées mardi 31 mai sur Twitter. Résultats : en 2019, dans 13 départements la population de vaches est supérieure à celle des habitants. Il s'agit de : l'Orne, la Manche, la Mayenne, la Meuse, la Haute-Marne, la Nièvre, la Saône-et-Loire, l'Allier, la Creuse, la Corrèze, le Cantal, la Lozère et l'Aveyron. Avec en tête, la Manche, qui compte 744.000 vaches pour environ 493.000 habitants. C'est en Bretagne que la population porcine est la plus importante, avec 7,6 millions d'animaux, soit plus de deux fois son nombre d'habitants. Les départements du Lot, de l'Aveyron, de la Lozère, des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence sont, quant à eux, ceux qui ont une population plus importante de moutons que d'habitants. « La carte des vaches raconte plein de choses : les chemins des AOC fromagères, comme celles des races de bovins. On pourrait penser que cela montre avant tout les zones où il n'y a pas d'habitants, mais ce n'est pas le cas. La Creuse et le Territoire de Belfort, qui sont des départements très peu habités, ne ressortent dans aucune de ces cartes », a confié Jules Grandin, en concluant : « Ces cartes montrent surtout une France à contre-courant de la France urbanisée. »

A 103 ans recordwoman du saut en parachute

Une grand-mère suédoise de 103 ans a battu ce dimanche 29 mai le record du monde de la personne la plus âgée à réaliser un saut en parachute en tandem.

« C'était merveilleux de faire cela, j'y pensais depuis longtemps », a déclaré Rut Larsson à l'agence de presse suédoise TT, ajoutant : « Tout s'est passé comme prévu ».

En présence de sa famille et ses amis qui l'attendaient sur l'aérodrome, Rut Larsson a effectué son saut à Motala, à 240 kilomètres au sud-ouest de Stockholm (Suède). Le duo a atterri en douceur, tandis que des assistants se sont précipités sur elle avec son déambulateur pour l'aider à se relever. Elle a déclaré qu'elle aimait « le fait de glisser lentement vers le bas depuis le haut, je pense que c'est agréable ».

Un représentant du livre Guinness des records était présent pour enregistrer le saut. Rut Larsson, qui a 103 ans et 259 jours, a battu le précédent record, détenu par une personne de 103 ans et 181 jours.



Rigolard



Le Président George W. Bush fait le tour des écoles primaires afin de rencontrer les tous jeunes futurs votants du pays. Il entre dans une classe et arrive au moment où l'institutrice est en train d'expliquer aux enfants le sens du mot « tragédie ». L'institutrice se tourne alors vers le Président et lui propose de diriger la discussion.

Ainsi l'illustre dirigeant demande aux jeunes élèves de lui trouver un exemple illustrant le sens du terme qu'ils viennent d'apprendre. Un petit garçon se lève et dit : « Si mon meilleur ami qui vit à côté de chez moi joue tranquillement dans la rue et qu'une voiture le renverse, ce sera une tragédie. » Bush secoue tristement la tête : « Non, mon petit...

Ce serait un accident! » Un léger silence s'installe dans la classe. Le président insiste « Qui veut proposer autre chose ? » Une petite fille se lève alors à son tour : « Un bus scolaire transportant 50 élèves tombe dans le ravin, et tout le monde meurt dans la chute.

Ça, c'est une tragédie ! » Bush secoue la tête à nouveau : « Non, petite, il s'agit là d'une grosse perte pour le monde... »

Cette fois, c'est un lourd silence qui tombe sur le groupe. Bush s'impatiente légèrement : « Allons, les enfants ! Il n'y a personne pour me donner un exemple sérieux de tragédie ? » Alors, petit John du fin fond de la classe se lève : « Si Air Force One alors qu'il transporte M. et Mme Bush, est frappé par un missile et est pulvérisé en plein ciel, ça c'est une tragédie ! » « Fantastique ! » s'écrie le Président, le visage illuminé « Voilà

une superbe illustration du mot tragédie ! Et peux-tu expliquer à tes petits camarades la raison pour laquelle ce serait une tragédie ? » « Parce que ça ne serait pas un accident et que ça ne serait sûrement pas une grosse perte ! ».

Un humoriste russe va voir un membre du Parti et lui dit : - Existe-t-il des droits d'auteur pour les blagues politiques ? - Oui, cela dépend de la qualité de l'histoire et ça peut aller de trois ans à perpét.

Zemmour vient de mourir et il se présente à la porte du ciel : - Vous plaisantez ? Lui dit Saint-Pierre. Vous prétendez entrer au paradis ? Mais foutez-moi le camp d'ici, misérable ! Allez, ouste, en enfer ! Le lendemain, Saint-Pierre est réveillé par un brouhaha à la porte du paradis. Il ouvre et tombe nez à nez avec une foule de démons, damnés et diabolins... - Mais qu'est-ce que vous fichez là ? S'exclame-t-il ? Pourquoi n'êtes-vous pas en enfer ? - On vient demander asile ! explique un diable. On a quitté l'enfer, tant qu'on pouvait encore le faire !

Pablo Picou pardon Picasso avait la réputation d'être plutôt radin. Un jour, il invite des amis au restaurant. Au moment de régler, le patron lui propose de faire un dessin sur une nappe en papier en guise de règlement. Picasso accepte et dessine sur la nappe. Le patron lui fait remarquer qu'il n'a pas signé son œuvre. Picasso lui répond : - Je paye le repas, je n'achète pas le restaurant.

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni

Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma